



**PRÉFET  
DE L'AUDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de la région Occitanie**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° DREAL-UID11/66-C3-2023-080**

**modifiant l'arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-UID11-2021-042 relatif au renouvellement de l'installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, exploitée par la société CENTRALE EOLIENNE DE PRODUCTION D'ENERGIE DE GRANDBOIS, sur le territoire de la commune de Caudebronde (Parc éolien de Grandbois)**

**Le préfet de l'Aude  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, notamment des articles L. 181-14, R. 181-45 et 46, R. 181-47 et R. 515-104 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant Monsieur Christian POUGET, préfet de l'Aude ;
- Vu** le décret du Président de la République du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2023-069 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;
- Vu** le permis de construire n° PC 1109705 K0002 délivré le 9 août 2006 par le préfet de l'Aude ;
- Vu** la notification par courrier en date du 19 juillet 2012 accordant au parc éolien situé au lieu-dit « Nespouillet », sur la commune de Caudebronde, le bénéfice des droits acquis pour l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent regroupant 2 aérogénérateurs et relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2980.1 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 août 2015 relatif à la mise en place des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent – Parc éolien de Grandbois sur la commune de Caudebronde – Société CENTRALE EOLIENNE DE PRODUCTION D'ENERGIE DE GRANDBOIS ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-UID11-2021-042 du 19 novembre 2021 relatif au renouvellement de l'installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, exploitée par la société CEPE de Grandbois, sur le territoire de la commune de Caudebronde (Parc éolien de Grandbois) ;

**Vu** la demande de prorogation du délai de mise en service du parc éolien autorisé, formulée par la société CENTRALE EOLIENNE DE PRODUCTION D'ENERGIE DE GRANDBOIS en date du 13 juillet 2023 ;

**Vu** le projet de modification de l'installation, autorisée par l'arrêté susvisé n° DREAL-UID11-2021-041 du 19 novembre 2021, porté à la connaissance de Monsieur le préfet de l'Aude, par la société CENTRALE EOLIENNE DE PRODUCTION D'ENERGIE DE GRANDBOIS, par courriel reçu le 13 juillet 2023 concernant :

- la puissance unitaire maximum des éoliennes qui augmente de 3,8 à 4,2 MW,
- l'amélioration de la fondation ou embase,
- les périodes de restriction de travaux,
- le suivi écologique du chantier ;

**Vu** le dossier joint au « porter à connaissance » visé ci-dessus ;

**Vu** le rapport et les propositions en date du 20 septembre 2023 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société CENTRALE EOLIENNE DE PRODUCTION D'ENERGIE DE GRANDBOIS par courrier en date du 21 septembre 2023 ;

**Vu** l'absence d'observations, en date du 3 octobre, formulée par la société CENTRALE EOLIENNE DE PRODUCTION D'ENERGIE DE GRANDBOIS ;

**Considérant** que la présente installation « Parc éolien de Grandbois » relève du régime de l'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** qu'en application de l'article R. 181-48 du Code de l'environnement, l'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai ;

**Considérant** qu'en application de l'article R. 515-109 du même code, les délais mentionnés aux premiers alinéas des articles R. 181-48 et R. 512-74 peuvent être prorogés dans la limite d'un délai total de dix ans, incluant le délai initial de trois ans, par le représentant de l'État dans le département, sur demande de l'exploitant, en l'absence de changement substantiel de circonstances de fait et de droit ayant fondé l'autorisation ou la déclaration, lorsque, pour des raisons indépendantes de sa volonté, l'exploitant ne peut mettre en service son installation dans ce délai ;

**Considérant** qu'en application de l'article R. 515-109 du même code, le délai de mise en service pour le parc éolien de Grandbois est à compter du 19 novembre 2024 ;

**Considérant** qu'une demande de raccordement, pour le point de connexion au réseau électrique du parc, a été faite par le pétitionnaire, auprès de la société ENEDIS en date du 4 janvier 2022 ;

**Considérant** que la proposition technique et financière n'a pas été signée, car le Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables devait être modifié pour créer un nouveau point de connexion au réseau pour le parc éolien de Grandbois ;

**Considérant** qu'une nouvelle demande de raccordement, pour le point de connexion au réseau électrique du parc, a été faite par le pétitionnaire, auprès de la société ENEDIS en date du 25 mai 2023 ;

**Considérant** que les travaux, devant être réalisés par la société ENEDIS pour le point de connexion au réseau électrique, n'ont pas encore été réalisés ;

**Considérant** que le projet n'a pas pu être construit et, par voie de conséquence, n'a pas pu être mis en service ;

**Considérant** dès lors, en l'absence de changement substantiel de circonstances de fait et de droit ayant fondé l'autorisation, qu'il peut être accepté une prorogation du délai laissé pour la mise en service de l'installation ;

**Considérant** donc, en application de l'article R. 515-109 du Code de l'environnement, qu'il convient de donner une suite favorable à la demande formulée par la société CENTRALE EOLIENNE DE PRODUCTION D'ENERGIE DE GRANDBOIS, dans son courrier susvisé du 13 juillet 2023 de proroger le délai de mise en service du parc éolien jusqu'au 19 novembre 2027 ;

**Considérant** qu'en application de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement, toute modification substantielle de l'installation autorisée est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation ;

**Considérant**, en outre, qu'en application du même article, hors modifications substantielles, toute modification notable de l'installation autorisée est portée à la connaissance du préfet, qui peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications ;

**Considérant** que, dans le dossier de « porter à connaissance » susvisé reçu par l'administration le 13 juillet 2023, la société CENTRALE EOLIENNE DE PRODUCTION D'ENERGIE DE GRANDBOIS précise que les modifications projetées concernent :

- la puissance unitaire maximum des éoliennes qui augmente de 3,8 à 4,2 MW,
- l'amélioration de la fondation ou embase,
- les périodes de restriction de travaux,
- le suivi écologique du chantier ;

**Considérant** que les modifications projetées ne constituent pas une augmentation du nombre d'éoliennes, ni une augmentation de capacité de plus de 20 MW ;

**Considérant** donc que ces modifications ne constituent pas une extension au sens du 1° de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement ;

**Considérant** que le gabarit d'éolienne est identique et que, par conséquent, la modification projetée n'est pas de nature à perturber le fonctionnement des radars et des aides de navigation utilisés dans le cadre des missions de sécurité de la navigation aérienne et de sécurité météorologique des personnes et des biens, ni le fonctionnement des équipements de transmission des forces armées et de la gendarmerie ;

**Considérant** donc que la modification projetée n'est pas de nature à entraîner des impacts significatifs sur le paysage et le patrimoine et que les dispositions actuelles permettent d'encadrer cette modification ;

**Considérant** que le dossier de « porter à connaissance » susvisé comporte une étude complémentaire de modélisation des émissions acoustiques du parc éolien modifié, qui ne conclut pas en un impact supérieur du parc en termes de niveaux de bruit ;

**Considérant** en synthèse que la modification projetée du parc éolien de Grandbois n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, au sens du 3° de l'article R. 181-46.I ;

**Considérant** donc que cette modification n'est pas substantielle selon les critères de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement, qu'elle ne nécessite donc pas de nouvelle autorisation au sens de l'article L. 181-14 ;

**Considérant** toutefois que la modification projetée constitue une modification notable de l'installation autorisée, au sens de l'article R. 181-46.II du Code de l'environnement ;

**Considérant** que cette modification notable nécessite une adaptation de certaines dispositions de l'autorisation initiale, dans les formes prévues par l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

**Considérant** enfin que l'ampleur modérée de la modification projetée et l'adaptation en conséquence des prescriptions de l'autorisation initiale ne nécessitent pas de recueillir l'avis facultatif de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages, et des Sites ;

**Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

**ARRETE**

## ARTICLE 1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

Les prescriptions du présent arrêté complètent et modifient les prescriptions autorisant la société CENTRALE EOLIENNE DE PRODUCTION D'ENERGIE DE GRANDBOIS SARL, dont le siège social est situé 115, rue de Mourelet – ZI de Courtine à Avignon (84000), à exploiter un parc éolien de 6 aérogénérateurs sur le territoire de la commune de Caudebronde (11).

## ARTICLE 2 - PROROGATION DU DÉLAI DE MISE EN SERVICE

Le délai de mise en service, par la société CENTRALE EOLIENNE DE PRODUCTION D'ENERGIE DE GRANDBOIS, du parc éolien de Grandbois, autorisé par l'arrêté préfectoral n° DREAL-UID11-2021-042 du 19 novembre 2021, est prorogé jusqu'au 19 novembre 2027.

## ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATIONS

### ARTICLE 3.1 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les dispositions de l'article II.1 de l'arrêté n° DREAL-UID11-2021-042 du 19 novembre 2021 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Rubrique	Libellé de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Régime (1)
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m.	Hauteur maximale des mâts : 94 m Hauteur en bout de pale maximale : 150 m Puissance totale maximale installée : 8,4 MW Nombre d'aérogénérateurs : 2	A

(1) A : Installations soumises à autorisation

## ARTICLE 4 - PÉRIODES D'INTERVENTION

Les dispositions de l'article II.3.3 de l'arrêté n° DREAL-UID11-2021-042 du 19 novembre 2021 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Afin de préserver les espèces, les travaux de déboisement, de coupes d'arbres, défrichement (si nécessaire) sont autorisés uniquement entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 15 novembre.

Afin de limiter les risques de perturbation des cycles biologiques de l'avifaune et en particulier de certains rapaces (notamment le Milan royal, le Busard Saint-Martin, le Circaète Jean le Blanc), tous les travaux liés à la construction, au démantèlement des éoliennes tels que le décapage et le terrassement sont interdits en phase de reproduction, soit du 1<sup>er</sup> avril au 31 juillet.

Les travaux de finalisation des aménagements (livraison, montage des éoliennes, raccordement inter-éolienne par exemple) peuvent être réalisés sans contrainte de calendrier, en intervenant strictement dans les emprises préalablement terrassees ou décapées et en continuité dans le temps des opérations de libération des emprises visées à l'alinéa ci-dessus. Si ces travaux ne pouvaient être réalisés dans ces conditions, l'exploitant doit faire valider les nouvelles périodes de travaux par l'inspection des installations classées après passage par un écologue afin de s'assurer que certaines espèces protégées n'ont pas recolonisé le site concerné.

En cas de situation exceptionnelle, une modification de ces périodes pourra être demandée par l'exploitant sur justification d'un écologue et validation par l'inspection des installations classées.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la date de démarrage du chantier, trois mois avant son démarrage et le planning des travaux 15 jours avant cette date.



Une copie de la déclaration d'ouverture des travaux est adressé préalablement à l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 5 - SUIVI ÉCOLOGIQUE DU CHANTIER**

Les dispositions de l'article II.3.5.6 de l'arrêté n° DREAL-UID11-2021-042 du 19 novembre 2021 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Un bureau d'études ou une association compétents sur les thématiques suivantes : flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier, est mandaté par l'exploitant pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures décrites ci-dessous. Ils ont pour mission de vérifier la mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.

Dans la suite du présent arrêté, ces bureaux d'études ou associations compétents sont désignés par le terme « intervenants ».

Les coordonnées de ces écologues seront mises à disposition de l'inspection des installations classées, dès leur désignation par l'exploitant, ainsi que le calendrier de leur intervention sur le chantier.

Les suivis par les intervenants en phase chantier sont les suivants :

- 1 passage, 10 jours avant le démarrage des travaux, afin de baliser les zones sensibles (gîtes potentiels, nids...) pour pouvoir informer et sensibiliser le personnel du chantier. Un rapport détaillant les observations et proposant des recommandations sera transmis à l'exploitant une semaine avant le démarrage des travaux et tenu à disposition de l'inspection des installations classées ;
- une périodicité hebdomadaire durant la phase de libération des emprises, puis mensuelle en phase de construction. Chaque passage fera l'objet d'un rapport de constat et de recommandations qui sera transmis à l'exploitant dans un délai maximum d'une semaine après intervention et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de phase critique de chantier, les écologues devront être présents sur toute la durée de cette phase.

Dans le cas où une espèce protégée était repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans le dossier déposé ou si un problème sur l'environnement était soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent et fournissent dans les meilleurs délais des solutions à l'exploitant.

Un rapport de suivi de la réalisation de l'ensemble du chantier établi par les intervenants est transmis à l'inspection des installations classées en fin de travaux. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, au dossier déposé, aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur pour les différentes étapes du chantier de construction et de démantèlement du parc éolien.

## **ARTICLE 6 - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 6.1 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du Code de l'environnement et R. 311-5 du code de la justice administrative, il peut être déféré auprès de la juridiction administrative (cour administrative d'appel de Toulouse) compétente pour connaître, en premier et dernier ressort, des litiges portant sur les décisions visées à l'article 1.1, y compris leur refus, relatives aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent classées au titre de l'article L. 511-2 du Code de l'environnement, à leurs ouvrages connexes, ainsi qu'aux ouvrages de raccordement propres au producteur et aux premiers postes du réseau public auxquels ils sont directement raccordés :

1. par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2. par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département prévue au 4° du même article.

La Cour administrative d'appel de Toulouse peut être saisie par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Par ailleurs, conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre la présente décision, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du Code des relations entre le public et l'administration.

Conformément à l'article R. 181-52 du Code de l'environnement, les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

## ARTICLE 6.2 - AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Caudebronde et pourra y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Caudebronde pendant une durée minimum d'un mois. Les maires de ces communes feront connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de l'Aude, l'accomplissement de cette formalité ;
- Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de quatre mois.

## ARTICLE 6.3 - EXÉCUTION ET NOTIFICATION

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Maire de la commune de Caudebronde sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée au Maire de Caudebronde et à la Société CENTRALE EOLIENNE DE PRODUCTION D'ENERGIE DE GRANDBOIS SARL, dont le siège social est situé 115, rue de Mourelet - ZI de Courtine à Avignon (84000).

Fait à Carcassonne, le

5 OCT. 2023,

Pour le préfet, et par délégation,  
La sous-préfète ~~chargée de mission~~

*Secrétaire générale*

  
Lucie ROESCH

